

La figure du « notable-publiciste » contre l'ordre traditionnel dans le royaume de Sardaigne durant le « printemps des peuples » (1847-1848)¹

Julien CONTES

« Des idées ne peuvent jamais mener au-delà d'un ancien ordre du monde, elles peuvent seulement mener au-delà des idées de l'ancien ordre du monde. Des idées ne peuvent absolument rien réaliser. Pour réaliser les idées, il faut des hommes qui mettent en jeu une force pratique². »

(Karl Marx, *La Sainte Famille*, 1845)

137

L'étude de périodes révolutionnaires, de processus de renversement d'un ordre socio-politique existant ne peut se satisfaire d'une simple analyse des idées qui circulent sans comprendre qui sont les hommes qui les produisent, quels sont leurs moyens d'action et dans quel contexte ils tentent de les réaliser. Le « printemps des peuples » est un de ces moments révolutionnaires où dans nombre de territoires européens un ordre ancien, un « ancien régime », est voué aux gémonies. Dans les divers États italiens, cette révolution, nommée *Quarantotto*, a pour prémices les revendications libérales et patriotiques portées principalement par des élites issues des « bourgeoisies » de la péninsule³. Dans le principal État du nord de l'Italie, le royaume de Sardaigne, la vigueur de ce mouvement contraint le souverain Charles-Albert I^{er}, sur le trône depuis 1831, à instaurer une première liberté de la presse le 30 octobre 1847.

La presse représente l'écrit public contre la tradition, le bouleversement de l'ordre socio-politique absolutiste tel qu'il s'est installé durant la Restauration sarde (1814-1848). Dans les plus grandes villes du royaume comme Turin, la capitale, et Gênes (plus de 150 000 habitants), et dans de plus modestes comme Nice et Chambéry (moins de 50 000 habitants), les notables, individus les mieux positionnés dans le monde social, les seuls à même de fournir l'investissement en capital culturel, économique et social nécessaire pour fonder une institution journalistique pérenne, ont désormais la possibilité de produire un engagement politique collectif. A Nice, chef-lieu d'une province frontalière avec la France

1. Cet article est issu d'un travail de recherche à paraître : *Ce que publier signifie. L'émergence d'une vie politique moderne à Nice (1847-1850)*, Paris, Classiques Garnier, 2017.

2. MARX Karl, *Philosophie*, Paris, Gallimard, 1994, p. 264.

3. FRANCIA Enrico, 1848. *La rivoluzione del Risorgimento*, Bologne, Il Mulino, 2012.

d'environ 35 000 habitants, des notables locaux, bien intégrés dans le microcosme mondain niçois, fondent un premier journal politique : L'Écho des Alpes Maritimes. Son principal fondateur, le banquier niçois Auguste Carlone (1812-1873), prend une part active à la vie politique qui émerge dans sa ville natale.

Dans le paysage journalistique sarde tel qu'il se constitue, ce qui prévaut est une « presse de notables » pour reprendre l'expression que Marc Martin applique à la France des monarchies constitutionnelles (1814-1848)⁴. Une presse plus souvent bi/tri-hebdomadaire (comme *L'Écho*) que quotidienne, faite par des notables et lue (essentiellement) par des notables de la même ville ou province. C'est ce que tendent à prouver les tirages moyens de la presse régionale française qui, pour l'année 1845, sont similaires à ceux de *L'Écho* en 1848, soit 500 exemplaires⁵, et se rapprochent des chiffres avancés par Franco Della Peruta pour l'Italie où en 1847-1848, pour une presse politique qui n'en est qu'à ses linéaments, rares sont les journaux à dépasser les 2 000 exemplaires distribués⁶. Afin de comprendre la manière dont se développe cette « presse de notables », le concept de « notable-publiciste » offre une perspective quelque peu nouvelle sur l'histoire de la presse d'une période qui précède celle du « régime « médiatique » », l'ère de la presse de masse de la fin du XIX^e siècle⁷. Un type de personnage apparaît : il n'est pas un simple journaliste, il est à la fois écrivain politique, « publiciste » au sens où l'a fait émerger la Révolution française comme le précise Pierre Larousse⁸, et patron de presse, car rares sont les institutions journalistiques assez développées pour séparer l'administratif du rédactionnel. Le « notable-publiciste », en fondant un journal, rend possible la publication de ses idées et « met en jeu une force pratique », comme le dit Marx, un public mobilisable pour les réaliser. Appréhender cette figure politique permet d'esquisser une socio-histoire de la notabilité dans le domaine de la presse qui fait toute la place aux relations à distance entre individus qui lisent le même journal et partagent continuellement des idées sans se voir ni se connaître⁹. Il s'agit d'analyser la genèse d'un nouvel ordre politique, de comprendre le rôle qu'y jouent les notables en s'appuyant sur leur position sociale, économique et culturelle dominante pour fonder une institution de presse leur donnant une position politique dominante. Autrement dit, il convient de s'atteler à une socio-histoire qui suit le triptyque paradigmatique dégagé par Christophe Charle – enchevêtrement d'une histoire sociale, culturelle et politique de la presse¹⁰.

Le personnage de Carlone est idoine pour explorer, par l'approche monographique, ce concept heuristique du « notable-publiciste ». D'une part, il en est un quasi idéal-type : un banquier qui se fait publiciste et patron de presse en s'associant à d'autres notables,

4. MARTIN Marc, *La presse régionale. Des affiches aux grands quotidiens*, Paris, Fayard, 2002, p. 87-104.

5. *Ibid.*, p. 88. Pour *L'Écho*, le chiffre est donné dans la comptabilité du journal qu'Auguste Carlone a produite. Archives départementales des Alpes-Maritimes (désormais AD06), Fonds Carlone (7J 26).

6. Un des principaux journaux de Turin, *Il Risorgimento*, dispose à la fin de l'année 1847 d'environ 1 500 abonnés. Voir DELLA PERUTA Franco, *Il giornalismo italiano del Risorgimento. Dal 1847 all'Unità*, Milan, Franco Angeli, 2011, p. 66-68. Il faut plusieurs années à la presse italienne pour que des journaux dépassent les 10 000 abonnés.

7. KALIFA Dominique, « L'entrée de la France en régime « médiatique » : l'étape des années 1860 », dans MIGOZZI Jacques, *De l'écrit à l'écran. Littératures populaires : mutations génériques, mutations médiatiques*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 2000, p. 39-52.

8. LAROUSSE Pierre, « Publiciste », *Grand dictionnaire universel du XIX^e siècle*, t. XIII, 1875, p. 389.

9. NOIRIEL Gérard, *Introduction à la socio-histoire*, Paris, La Découverte, 2006, p. 4-7.

10. CHARLE Christophe, *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Seuil, 2004, p. 17-21.

s'appuyant sur son ancrage territorial pour dépasser son cercle d'interconnaissance locale et se faire reconnaître comme un leader d'opinion (de sa ville et de sa province) auprès des « notables-publicistes » de l'extérieur¹¹ – ce qui permet aussi de revenir sur une tendance de l'historiographie de présenter exagérément ce territoire comme clos¹². D'autre part, il a l'avantage d'avoir conservé nombre de documents qui offrent la possibilité de retracer l'envers du décor de l'institution journalistique qu'il a créée – types de documents loin d'être foisonnants pour l'histoire de la presse d'avant l'âge d'or des dernières décennies du XIX^e siècle¹³. Enfin, son action commence dans un moment où une vie politique moderne – qu'il contribue à faire émerger à Nice avec son journal – apparaît dans divers territoires européens, se structurant notamment autour de la lutte entre des forces libérales et des forces qui incarnent l'ordre réactionnaire de la Sainte-Alliance¹⁴.

Quand le notable se fait publiciste

Le *Quarantotto* doit bien être distingué du printemps 1848 en France où se déroule une « révolution médiatique » qui, fût-elle en « trompe l'œil » car éphémère, a tout de même fait émerger une presse populaire (dans sa production comme dans sa consommation)¹⁵. En Italie, c'est par l'action de notables que se fait un premier épanouissement d'une « civilisation du journal » dans tous les territoires où se trouvent une certaine liberté de la presse et des structures d'imprimerie assez développées¹⁶. Polycentrisme et municipalisme caractérisent le mouvement¹⁷ : bien qu'il y ait une certaine hiérarchie entre les journaux des grandes villes (Gênes ou Turin pour le royaume de Sardaigne) qui ont une influence presque « nationale » ou péninsulaire et une presse plus régionale, cette dernière demeure indépendante et solidement implantée dans son lieu de production (ville moyenne comme Nice). Une presse qui a ses particularités (le choix de la langue française pour *L'Écho* qui se diffuse aussi dans le département du Var et la principauté de Monaco) et qui, de temps à autre, fait irruption dans les grands journaux.

À Nice, Auguste Carloni débute l'organisation de l'institution journalistique en mobilisant un capital économique pour le financement et un capital social (essentiellement mondain), « réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées¹⁸», pour

11. Une dimension soulignée par André-Jean Tudesq. Pour un bilan de ses perspectives de recherche, voir : « Le concept de « notable » et les différentes dimensions de l'étude des notables », *Cahiers de la Méditerranée*, n°46-47, 1993, p. 2.

12. GONNET Paul, « Capitale d'un monde clos (1814-1860) », dans BORDES Maurice (dir.), *Histoire de Nice*, Toulouse, Privat, 1976, p. 247-303.

13. Des archives que l'on retrouve dans le « Fonds Carlone » (7J). Voir : AD06, 7J 26 ; 7J 34 et 35.

14. CARON Jean-Claude, « « Printemps des peuples » : pour une autre lecture des révolutions de 1848 », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n°52, 2016, p. 33-34 et 40-41.

15. AMBROISE-RENDU Anne-Claude, « Les journaux du printemps 1848 : une révolution médiatique en trompe-l'œil », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n°19, 1999, p. 35-64.

16. KALIFA Dominique, REGNIER Philippe, THERENTY Marie-Ève, VAILLANT Alain (dir.), *La Civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX^e siècle*, Paris, Le Nouveau Monde, 2011.

17. SOLDANI Simonetta, « Approaching Europe in the Name of the Nation. The Italian Revolution, 1846-1849 », dans DOWE Dieter (dir.), *Europe in 1848. Revolution and Reform*, Oxford, Berghahn Books, 2000, p. 65. Voir aussi : FRANZIA Enrico, op. cit., p. 7 et 12.

18. BOURDIEU Pierre, « Le capital social », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, n°31, 1980, p. 2-3.

organiser les structures du journal¹⁹. Son premier objectif est la réunion d'un actionnariat nombreux qui prend racine dans des relations mondaines et familiales – le beau-frère de Carlone, Édouard Borelly, est dans le comité de direction et dans l'actionnariat du journal –, composantes essentielles du réseau relationnel des notables. Ensuite, il lui faut s'attacher les services d'un imprimeur, la société typographique Gilletta, l'une des plus importantes de la ville et dont il est un client personnel²⁰. Enfin, Carlone se consacre à la diffusion du journal en le mettant à disposition des abonnés des cabinets de lecture et particulièrement de la librairie Visconti, grand salon mondain – dont Carlone est client²¹ – installé sur le *Corso* (actuel Cours Saleya), où se trouvent aussi les bureaux du journal. Le banquier niçois met aussi à profit un capital culturel qui lui

permis d'assimiler les mécanismes d'une certaine démocratie politique, même limitée (il a fréquenté la faculté de droit de Paris au début des années 1830), et d'avoir une maîtrise de la langue écrite, celle que l'on couche à l'encre sur le papier des journaux. Ainsi, il s'impose comme le rédacteur en chef de *L'Écho*, ce « pur-sang » du journalisme que décrit Balzac dans sa *Monographie de la presse parisienne*, celui qui fixe la ligne politique et organise « l'exploitation des intelligences, sans abandonner toutefois les profits du journal²² ». Après le travail préparatoire de mise en place des structures de l'institution journalistique, Carlone réalise le prospectus du journal qui paraît le 1er janvier 1848 et organise la publication des numéros qui commence le 16 janvier 1848²³. Le journal est une production de qualité, qui ressemble dans ses caractéristiques techniques – trois colonnes sur chacune des quatre pages agencées dans un in-folio de trente-trois centimètres de largeur pour quarante-cinq de hauteur – aux plus prospères journaux de la presse régionale française des



Une du premier numéro de *L'Écho des Alpes Maritimes*, 16 janvier 1848
AD06, Presse numérisée

19. On trouve dans ses papiers personnels (AD06, Fonds Carlone 7J 34 et 35) tous les statuts du journal, une liste des actionnaires et une copie de la demande officielle d'autorisation adressée au pouvoir royal sarde.
20. Facture de la société typographique Gilletta au nom d'Auguste Carlone, 1847. AD06, Fonds Carlone (7J 26).
21. *Ibid.*, Facture du salon Visconti.
22. BALZAC Honoré (de), *Monographie de la presse parisienne*, Paris, Éditions du Boucher, 2002, p. 10 (1^{ère} éd., 1842).
23. On trouve dans ses papiers personnels les versions manuscrites du prospectus du 1^{er} janvier ainsi que de nombre d'articles publiés. AD06, Fonds Carlone (7J 34 et 35). Tous les numéros du journal mentionnés dans l'article sont présents dans la base documentaire numérisée « Presse Ancienne » des AD06 : <http://www.basesdocumentaires-cg06.fr/archives/indexPA.php> (Consulté en février 2017).

années 1840²⁴.

Eu égard à l'exigence d'investissement temporel que réclame la double activité de directeur et de publiciste, devenir journaliste nécessite certaines conditions matérielles d'existence. Auguste Carlone, qui, tout en gardant ses actions, a délégué la gestion de la banque fondée par son père Étienne Carlone en 1811 à son cousin, Pierre de Ricordy, est bien dans la situation de l'homme « économiquement disponible » dispensé de « consacrer constamment toute sa puissance de travail et de pensée à sa subsistance²⁵ ». Outre la disponibilité qu'elle peut permettre, la richesse bourgeoise est un gage de considération que Carlone n'hésite pas à faire valoir auprès du pouvoir royal dans sa demande d'autorisation pour *L'Écho* lorsqu'il se dit « soutenu par les plus riches capitalistes et les familles les plus considérables du pays²⁶ ». La position de notable est indissociable d'un capital symbolique qui prend appui sur le capital économique, d'une considération (« considérable²⁷ » écrit Carlone) ou d'une « estime sociale²⁸ » reconnue par le pouvoir, par la masse des gens modestes, et que les notables se reconnaissent mutuellement. Ainsi, on comprend à quel point durant le *Quarantotto* les structures sociales déterminent le champ politique et la manière dont les luttes se font entre des agents qui « briguent telle ou telle position de pouvoir, qui s'opposent ou s'associent pour faire prévaloir leur conception de la « chose publique »²⁹ ». Le « débat public » est bien une des formes que prennent ces luttes qui, dans le royaume de Sardaigne en janvier 1848, s'organisent autour de la force politique qu'opposent les notables libéraux, notamment par la presse, à l'aristocratie traditionnelle dont le représentant à Nice est Rodolphe de Maistre.

La liberté de la presse comme matrice de la vie politique moderne : le « notable-publiciste » libéral contre le gouverneur réactionnaire

Le comte de Maistre est issu d'une famille de l'aristocratie provinciale du royaume de Sardaigne³⁰, dans laquelle, selon l'expression de Balzac, « les grandeurs sociales sont héréditaires³¹ ». C'est un homme imprégné des idées contre-révolutionnaires de son père, Joseph de Maistre, qu'il a suivi dès son plus jeune âge à la cour du tsar à Saint-Pétersbourg³². Fort d'une longue carrière militaire, il est affecté en 1837 au poste de gouverneur de la division de Nice. Le contenu de son action est bien résumé par un manifeste de police particulièrement rigoureux dans le contrôle de la vie sociale édicté

24. MARTIN Marc, *op. cit.*, p. 90-91.

25. WEBER Max, *Le savant et le politique*, Paris, Bibliothèques 10/18, 2002, p. 138.

26. Brouillon de la demande d'autorisation de *L'Écho* des Alpes Maritimes, AD06, Fonds Carlone (7J 35).

27. Dans le *Dictionnaire de l'Académie française* (Paris, Firmin Didot frères, sixième édition, 1835), l'on retrouve le rapport à la considération, les notables sont définis comme les membres « principaux et plus considérables d'une ville, d'une province, d'un État » (p. 2273).

28. WEBER Max, *Économie et société*, Paris, Pocket, 2014, p. 378 (1^{ère} éd., 1956).

29. BOURDIEU Pierre, FRITSCH Philippe, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2000, p. 7.

30. Le père de Xavier et Joseph de Maistre, respectivement oncle et père de Rodolphe, né à Aspremont (comté de Nice), a siégé au Sénat de Nice avant son départ à Chambéry où sont nés ses deux fils ainsi que son petit-fils en 1789.

31. BALZAC Honoré (de), *Le Père Goriot*, Paris, Le livre de poche, 2004, p. 182.

32. Après avoir été officier dans l'armée d'Alexandre I^{er}, en 1817 Rodolphe de Maistre revient avec son père dans le royaume de Sardaigne et devient commandant de la citadelle d'Alexandrie puis secrétaire royal des Affaires étrangères.

en 1840 : tout lieu de sociabilité (café, salon *etc.*) est étroitement surveillé et interdit d'ouverture durant les fêtes catholiques ; la censure est extrêmement stricte et le colportage soumis à autorisation. Le gouverneur incarne l'ordre traditionnel, cette autorité de « l'éternel hier » reposant sur « la croyance quotidienne en la sainteté de traditions valables de tout temps et en la légitimité de ceux qui sont appelés à exercer l'autorité par ces moyens³³ ». Dans une lettre, le consul de France à Nice, Hippolyte le Prestre de Chateaugiron (orléaniste choisi par Thiers en 1840), qualifie Rodolphe de Maistre d'« ennemi de la Révolution et des principes qui l'ont amenée³⁴».

Durant l'hiver 1847-1848, il fait montre de la même fermeté qui a caractérisé son gouvernorat : le 1^{er} janvier, alors que des manifestations se déroulent dans les rues de Nice et que Carlone et ses collaborateurs y participent activement en publiant le prospectus de *L'Écho des Alpes Maritimes*, le gouverneur mobilise la troupe. Le consul de France donne quelques détails précieux pour comprendre l'agitation qui règne à Nice :

« Le jour de l'an, trois députés de la jeunesse de Nice se sont présentés chez le gouverneur de Maistre pour solliciter la permission de faire une démonstration paisible dans la ville [...] Ces démonstrations se font maintenant à tout propos dans les villes d'Italie émancipées. Le gouverneur a refusé et a répondu que si l'on insistait il opposerait la force armée [...] Cette défiance du gouverneur a aigri les esprits et comme il n'existe pas encore de journal à Nice [*L'Écho* n'a pas encore commencé ses publications régulières], on a adressé le récit de cet incident à la *Concordia*, journal nouvellement publié à Turin³⁵. »

La mobilisation de la force armée exacerbe les tensions mais elle suit les directives du pouvoir royal : les places où des réunions spontanées s'organisent sont étroitement surveillées³⁶. Contre ces mesures autoritaires, la presse nouvelle sert de contre-pouvoir : les jeunes notables, meneurs de la contestation, se tournent vers *La Concordia*, le quotidien libéral du publiciste turinois Lorenzo Valerio (1810-1865) qui rend compte de l'atmosphère de défiance envers le comte de Maistre qui règne à Nice. Par son attitude, ce dernier apparaît comme ceux que Chateaubriand qualifiait lui-même « d'étrangers dans le nouveau siècle³⁷ » ; il incarne cette noblesse contre-révolutionnaire jugée « rétrograde » par la presse libérale. L'enjeu en filigrane est celui que posait déjà l'article 15 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, à savoir « le droit de demander compte à tout agent public de son administration ». Ainsi, le gouverneur de Maistre est mis en cause, chose nouvelle (et inconcevable) pour un tel fonctionnaire d'ancien régime habitué à ne rendre des comptes qu'à son souverain.

La question se pose avec encore plus de vigueur lorsqu'apparaissent les premières publications de *L'Écho*, dont les fondateurs entendent prendre la direction du mouvement d'opposition au comte de Maistre. Gabriel Tarde a bien décrit cette phase par laquelle, dans un contexte politique où règne un certain « état d'esprit » d'agitation, mais qui reste assez sibyllin, le publiciste apparaît comme celui capable de donner une

33. WEBER Max, *Économie et société*, op. cit., p. 285.

34. Lettre du 23 septembre 1843 adressée au ministre français des Affaires étrangères, AD06, Consulat de France à Nice (1 Z 20).

35. *Ibid.*, Lettre du 14 janvier 1848.

36. FRANZIA Enrico, op. cit., p. 87.

37. Discours à la Chambre des pairs publié en 1827 sous le titre : *Opinion de M. le vicomte de Chateaubriand, pair de France, sur le projet de loi relatif à la police de la presse.*

voix (et une voie) publique aux aspirations politiques et de créer le mouvement « comme force collective » tout en emmagasinant un capital politique symbolique qui se cristallise sur son institution de presse³⁸. Reprenant le flambeau de *La Concordia*, Carlone exprime le 16 janvier 1848 sa « gratitude envers ceux qui ont recueilli les doléances (des Niçois) avec un empressement fraternel » et met en cause l'autoritarisme du comte de Maistre dont la seule réponse aux manifestations a été la mobilisation de soldats qui, écrit-il, « sillonnaient la ville en tous sens³⁹ ». Cela soulève une caractéristique particulière des « notables-publicistes », cette « croyance en leur légitimité » qui leur donne une prétention à se mêler des affaires publiques⁴⁰ : il ne faut pas oublier qu'ils sont issus de familles qui, bien qu'écartées des fonctions les plus importantes, ont pu exercer des charges mineures (comme Auguste Carlone, son père et son grand-père ont eu des fonctions municipales et ont été membres de la Chambre de commerce). Cette dimension atavique de l'implication politique est essentielle dans l'analyse socio-historique du notable, qu'il soit publiciste ou non.

Un pouvoir d'encre et de papier : l'écrit et l'image contre l'ordre traditionnel

L'approche socio-historique permet de mettre l'accent sur « ceux qui détiennent un pouvoir à caractère symbolique du fait qu'ils s'adressent à un public, c'est-à-dire à un grand nombre d'individus dispersés qui ne se connaissent pas, mais qui reçoivent tous le même message⁴¹ ». En face de ce nouveau pouvoir conscient de lui-même, ou, comme le formule Auguste Carlone, de cette « voix qui peut pénétrer les masses », le comte de Maistre n'a plus la possibilité d'user de la censure⁴² ; il en est réduit à faire pression sur les publicistes en leur adressant une lettre « pour [les] avertir qu'[ils font] fausse route⁴³ ». Loin d'avoir l'effet escompté, celle-ci leur apparaît comme une aubaine politique :

« Lorsque nous avons inséré dans nos colonnes la lettre que Monsieur le comte de Maistre nous a adressée, ce n'a pas été sans prévoir qu'elle rendrait en célébrité à son nom ce qu'elle pouvait lui faire perdre de gloire. Nous avons bien prévu qu'en consacrant un jugement si peu solide à soutenir les doctrines d'un parti que la presque totalité de l'Europe repousse comme attentatoires au libre arbitre et à la dignité de l'homme, il allait provoquer contre son singulier écrit toutes les voies de la presse⁴⁴. »

En publiant cette lettre dans *L'Écho* du 23 janvier 1848, ils ont contraint le gouverneur à dévoiler ses positions et, par leur réponse du 26 janvier suivant, ils construisent à partir de cet échange un « débat public » dans lequel de Maistre est pris au piège.

Le débat se porte sur la campagne des libéraux contre les jésuites qui fait rage en Italie, notamment à travers les critiques fermes que Vincenzo Gioberti (1801-1852) a émises et qui ont été reprises dans le journal niçois le 16 janvier 1848. Ainsi, le comte de Maistre accuse dans sa lettre Carlone et ses collaborateurs d'appartenir à « la secte

38. TARDE Gabriel, *L'Opinion et la foule*, Londres, FV Editions, 2012, p. 20-21 (1^{ère} éd., 1901).

39. *L'Écho des Alpes Maritimes*, 16 janvier 1848.

40. WEBER Max, *Économie et société*, op. cit., p. 286-287.

41. NOIRIEL Gérard, op. cit., p. 5.

42. *L'Écho des Alpes Maritimes*, Prospectus, 1^{er} janvier 1848.

43. *Ibid.*, 23 janvier 1848.

44. *Ibid.*, 6 février 1848.

Giobertienne » qui œuvrerait, selon lui, « à l'extirpation de la Compagnie de Jésus⁴⁵ ». On perçoit l'importance de l'emboîtement des échelles dans les débats politiques : la position antijésuitique de *L'Écho* s'inscrit dans une discussion lancinante en Europe au mitan du XIX^e siècle. En 1843, Jules Michelet n'a-t-il pas publié avec Edgar Quinet un livre intitulé *Des jésuites*, qui a inspiré Gioberti, et dans lequel il définit le jésuitisme comme « l'esprit de la police mis dans la religion »⁴⁶ ? Les critiques se concentrent sur la discipline qui règne dans les établissements jésuites et sur le dogmatisme religieux de ces derniers ; elles sont aussi empreintes d'un imaginaire du pouvoir, que René Rémond et Michel Leroy à sa suite ont nommé le « mythe jésuite », dont l'idée sous-jacente est la grande influence présumée de la Compagnie dans les hautes sphères politico-religieuses (sur la papauté et sur les rois)⁴⁷. En vigoureux défenseurs d'un ordre clérical, les jésuites sont accusés en Italie de faire obstacle au mouvement d'unification nationale et de trahir le catholicisme qui, pour les chrétiens libéraux du milieu du XIX^e siècle, est une doctrine annonciatrice de l'avènement de la liberté⁴⁸. Ils incarnent l'ordre traditionnel que défend Rodolphe de Maistre, accusé, dans la réponse que fait publier Carlone dans *L'Écho* le 26 janvier 1848, d'avoir produit un écrit qui n'est que « l'apologie des jésuites » en les attaquant sur leurs « principes de liberté politique⁴⁹ ». Le gouverneur est assimilé publiquement à une sorte de porte-parole du « parti » jésuitique :

« Vous avez déjà remarqué qu'en parlant des jésuites, nous avons dit un parti, et vous seriez mal fondé à vous récrier contre l'emploi de ce mot, puisque étant militaire, vous ne sauriez être ni prêtre, ni moine, et que cependant vous êtes jésuite⁵⁰. »

De cet écrit ressort aussi une définition intéressante de ce qu'est un « parti » pour Carlone : « une association politique reconnaissant un centre d'action, agissant avec simultanéité d'efforts et poursuivant un but commun, l'occupation du pouvoir⁵¹ ». Il ne s'agit bien évidemment pas des formations partidaires de la fin du XIX^e siècle, mais cette formulation exprime bien le fait que l'action politique est organisée, principalement à Nice autour de l'affrontement entre un « parti » libéral et un « parti » réactionnaire et clérical. Une lutte qui ne se limite pas à l'écrit car, par la caricature, l'image y prend toute sa place.

À la fin du mois de janvier, au moment où la polémique bat son plein, circulent à Nice plusieurs caricatures ; deux d'entre elles – d'un même dessinateur – retiennent particulièrement l'attention car elles sont une représentation imagée et symbolique de la lutte menée par la rédaction de *L'Écho* contre le comte de Maistre. Leur impression réalisée par la société qui imprime le journal, la société typographique Gilletta, permet de postuler que Carlone a pu jouer un rôle dans leur production. Il est important

45. *Ibid.*, 23 janvier 1848.

46. MICHELET Jules, QUINET Edgar, *Des jésuites*, Paris, Hachette, 1843, p. 293.

47. REMOND René, *L'anticléricalisme en France, de 1815 à nos jours*, Paris, Fayard, 1999, p. 94-95 (1^{re} éd., 1976). L'auteur fait de l'antijésuitisme l'une des formes les plus virulentes de l'anticléricalisme. L'idée est reprise et développée dans une étude de Michel LEROY, *Le mythe jésuite. De Béranger à Michelet*, Paris, PUF, 1992, 467 p.

48. BENICHOU Paul, *Le temps des prophètes, doctrines de l'âge romantique*, Paris, Gallimard, 1977, p. 153.

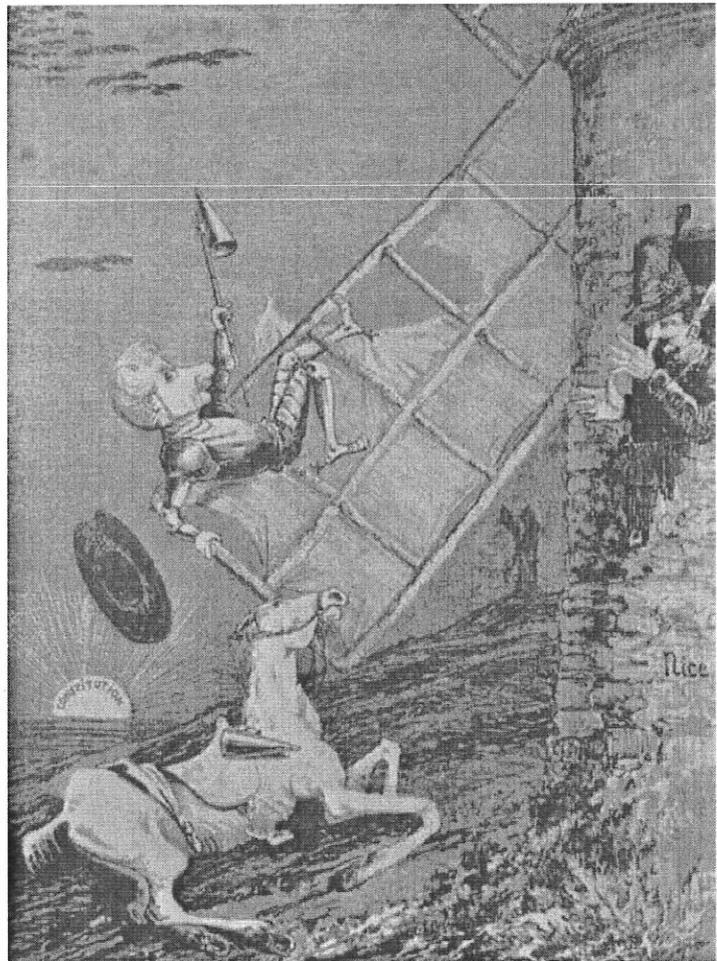
49. *L'Écho des Alpes Maritimes*, 26 janvier 1848.

50. *Ibid.*

51. *Ibid.*

de préciser que le banquier niçois a fait ses études à Paris au début des années 1830 lorsque se publiaient les journaux de Charles Philippon et d'Honoré Daumier ; il connaît l'importance de cette « arme du rire » qu'est la caricature – dont Fabrice Erre a étudié le développement en France entre 1789 et 1848 et qui prend son essor en Italie à partir du *Quarantotto*, à la faveur des lois sur la liberté de publication, comme en témoigne l'émergence de feuilles satirico-caricaturales (comme *Il Fischietto* à Turin)⁵². Comme l'a analysé Ségolène le Men, la caricature est ancrée dans l'actualité pour laquelle elle se fait « caisse de résonance » en ayant une « fonction de diffusion » par l'image satirique⁵³. La production n'est jamais neutre, et dans le cas présent il s'agit pour le dessinateur de prendre parti en faveur de *L'Écho* contre le comte de Maistre.

Le premier des deux dessins caricature le comte de Maistre en Don Quichotte qui est à la figure de la dénégation ce que Tartuffe est à celle du faux dévot hypocrite. Un Don Quichotte réactionnaire, affilié à ce « parti » des jésuites qu'évoquaient les publicistes de *L'Écho* (il en porte le chapeau noir), qui mène une charge contre le moulin à vent des libéraux. Une offensive dont l'absurdité est accentuée par l'effet d'inoffensivité que lui donnent sa lance rapetissée, sa monture, assimilée à Rossinante, la souffreteuse monture de Don Quichotte, et sa frêle carrure qui ne lui permet de porter qu'une armure ridiculement petite. Sa vaine charge se termine de la même manière que celle de Don Quichotte qui, après avoir cru foncer sur des « démesurés géants », se heurte à un moulin avant de s'en aller « rouler sur la poussière en fort mauvais état⁵⁴ ». De Maistre se retrouve d'autant plus ridiculisé qu'un personnage à l'abri dans le moulin effectue un pied de nez (geste anticlérical répandu) à son encontre.



Lithographie représentant l'échec de la charge du comte de Maistre contre le moulin à vent des libéraux

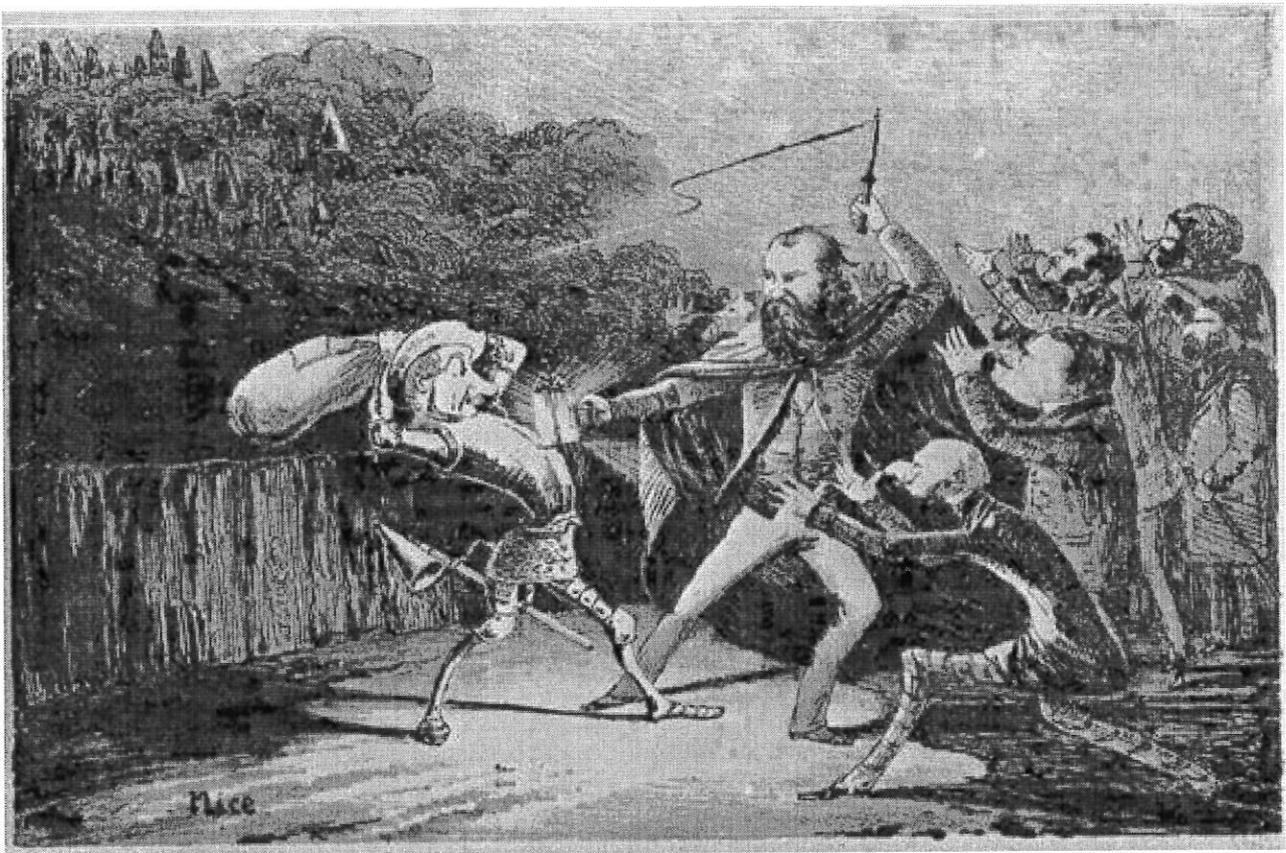
Bibliothèque de Cessole, Centre de documentation du Musée Masséna à Nice

52. ERRE Fabrice, *L'arme du rire : la presse satirique en France 1789-1848*, thèse réalisée sous la direction de Dominique Kalifa, Université Paris 1, 2007.

53. LE MEN Ségolène, « Le 'Michel-Ange de la caricature' », *Catalogue de l'exposition « Daumier »*, Paris, Bibliothèque nationale de France, 1999.

54. Le récit en est fait dans le chapitre VIII de *L'ingénieux Hidalgo Don Quichotte de la Manche* de Miguel de Cervantès (1605).

De même que le personnage de Cervantès, le gouverneur refuse la disparition de son monde ; non pas la chevalerie médiévale, mais l'ordre traditionnel et clérical menacé par l'avènement d'un ordre politique moderne. Un soleil constitutionnel allégorique apparaît en fond pour représenter cette évolution : la pensée « éclairée » issue des Lumières contre l'obscurantisme de l'ancien monde. Dans son *Petit dictionnaire ultra* (1823), Charles de Saint-Maurice, défenseur du régime constitutionnel, décrit avec ironie ce que représente le soleil aux yeux des contre-révolutionnaires : « un astre qu'[ils] ont rayé de leur manuel astronomique, parce qu'il a aussi ses *révolutions* »⁵⁵. Et pour l'éteindre, le comte de Maistre n'est armé que d'un simple éteignoir à bougie, un des classiques de la caricature des personnages contre-révolutionnaires depuis la Révolution française⁵⁶, un outil dont « il serait bien à désirer que l'on pût en confectionner un assez grand nombre pour éteindre d'un seul coup toutes les lumières du siècle » comme l'écrit avec la même ironie Charles de Saint-Maurice⁵⁷. Contre cette force obscurantiste affaiblie, ceux qui incarnent la vigueur du mouvement libéral dans



Lithographie représentant le comte de Maistre chassé de Nice par Auguste Carlone et les rédacteurs de *L'Écho des Alpes Maritimes*

Bibliothèque de Cessole, Centre de documentation du Musée Masséna à Nice

un élan politique que représente la seconde caricature, ce sont les rédacteurs de *L'Écho*. Le premier élément remarquable est le surgissement de la rédaction du journal, qui

55. SAINT-MAURICE Charles (de), *Petit dictionnaire ultra, précédé d'un essai sur l'origine, la langue et les œuvres des Ultra*, Paris, Mongié Aîné, 1823, p. 32. C'est l'auteur qui souligne.

56. DUPRAT Annie, *Histoire de France par la caricature*, Paris, Larousse, 1999, p. 80. Voir aussi : APRILE Sylvie, *La Révolution inachevée, 1815-1870*, Paris, Belin, 2010, p. 113.

57. SAINT-MAURICE Charles (de), *op. cit.*, p. 90.

confirme la connivence certaine entre cette dernière et le dessinateur. Au centre du dessin se trouve Auguste Carlone qui, parce qu'il a mené de front la lutte contre le comte de Maistre, est élevé au rang de leader du mouvement libéral niçois qui boute le gouverneur hors d'une cité désormais éclairée dans une forêt obscure symboliquement remplie d'éteignoirs. Le sentiment de puissance que le dessinateur a donné au personnage de Carlone contraste avec la silhouette malingre du comte de Maistre qui reparait, cette fois, dans une position défensive. À son accoutrement précédent s'ajoute le sac dont il dispose pour se défendre, référence directe à la polémique puisque dans la formule conclusive de sa lettre, le gouverneur assurait n'avoir « pas vidé [son] sac⁵⁸ ». En face, le banquier niçois, soutenu par sa rédaction qui effectue un pied de nez collectif au comte de Maistre, fige la posture du notable « éclairé » qui, toujours dans la même symbolique, se sert d'une lampe pour combattre par la lumière l'obscurantisme qu'incarne le gouverneur. Son fouet – symbole répandu dans les caricatures antijésuitiques pour représenter la discipline de fer de l'enseignement jésuite – est un renversement de perspective satirique, une « arme » qui se retourne contre ceux à qui elle est censée appartenir.

Ces caricatures qui participent de la critique des pouvoirs institués ont été diffusées sans que l'on ait le moyen de connaître leur tirage réel. Leur impression avec autorisation légale laisse à penser qu'elles ont été reproduites en nombre (quelques dizaines ou plusieurs centaines d'exemplaires ?) et ont pu circuler dans la ville (et peut-être même au-delà), qu'elles ont pu être placardées ou insérées à l'intérieur d'exemplaires du journal. L'image a l'avantage de pouvoir atteindre un double public : l'élite cultivée qui lit le journal, qui peut identifier la kyrielle de références littéraires et de symboles ; et le public plus commun, peu ou pas alphabétisé, des pêcheurs, des paysans à l'entour de la ville, des ouvriers des quelques manufactures que l'on trouve alors à Nice, des petites artisans et commerçants, qui sont aptes à comprendre non toutes les références, mais la manière dont un agent du pouvoir – dont ils connaissent le visage, fidèlement représenté à l'inverse du reste du corps – est moqué, rapetissé, humilié dans sa chute et chassé de la ville. Les caricatures complètent les articles pour donner, à l'initiative de Carlone, une direction politique au mouvement contre Rodolphe de Maistre qui prend une nouvelle tournure le dimanche 6 février 1848 lorsque s'organise une manifestation publique. La tension est alors palpable entre la population et son gouverneur ; craignant que les habitants ne profitent de son habituelle sortie dominicale pour se rendre à la messe pour manifester publiquement leur hostilité à son égard, le gouverneur a pris soin d'« ordonner la fermeture et l'évacuation des cafés et autres lieux publics ». Loin d'étouffer toute manifestation, cette décision « n'a pas contribué à diminuer l'affluence » autour du Corso où se font entendre des cris séditieux⁵⁹.

58. *L'Écho des Alpes Maritimes*, 23 janvier 1848.

59. *Ibid.*, 10 février 1848.

De place publique mondaine, commerçante, et siège du pouvoir (le palais du gouverneur est adjacent), le *Corso* évolue, durant l'hiver 1847-1848, d'abord en une place « célébrante » puis en une place aussi « conflictuelle », pour reprendre la double évocation développée par Enrico Francia à propos des places italiennes du *Quarantotto*⁶⁰. En novembre 1847, il sert pour les célébrations officielles, notamment pour un grand banquet organisé par les autorités municipales pour célébrer la liberté de la presse sous le patronage du roi Charles-Albert. Le 11 novembre, 357 convives, dont Auguste Carlone, sont les acteurs d'une cérémonie très codifiée, mise en scène de la hiérarchie sociale où le peuple n'est que spectateur. Mais quelques mois plus tard, au début du mois de février 1848, la mobilisation est plus spontanée et moins officielle, moins hiérarchique et plus populaire. Le *Corso* n'est plus un lieu où les notables réunis célèbrent le pouvoir devant le peuple spectateur, mais une place où s'exprime vigoureusement une contestation contre un agent de pouvoir nommé par le roi. Cette politisation démocratique des places est une tendance générale des villes italiennes qui caractérise un surgissement du peuple dans le *Quarantotto*, aussi favorisé par la liberté de publication, la circulation des écrits mais aussi des images⁶¹. Par ailleurs, l'affaire de Maistre dévoile aussi un autre élément important : le caractère multiscaire de la vie politique nouvelle qui se met en place et la manière dont les « notables-publicistes » entendent incarner l'opinion de leur ville auprès de l'extérieur.

Une vie politique multiscaire, élément fondamental du *Quarantotto* sarde

Le gouverneur de Nice est une cible idéale pour la presse libérale car il présente la triple caractéristique d'avoir un nom qui symbolise les idées réactionnaires, de prendre des décisions autoritaires et arbitraires et de défendre ardemment les jésuites. Dans le premier journal qui rend compte de cette polémique, le *Corriere Mercantile de Gênes*, c'est Giovanni Antonio Papa, rédacteur en chef, qui décide de publier le 27 janvier 1848 la lettre du comte de Maistre. À travers son article, le journaliste génois engage tout le capital politique de son institution de presse – journal réputé qui existait bien avant 1848 mais qui s'est politisé à la faveur des réformes d'octobre 1847 – et donne une diffusion sans précédent aux publications du journal niçois, lançant une véritable campagne de presse faite d'une multitude d'attaques simultanées, mais non véritablement concertées, qui nourrissent la vie politique. Peu de temps après l'intervention de Giovanni Antonio Papa, traduite dans *L'Écho* du 3 février 1848, qui se félicite ironiquement de ce que même le comte de Maistre pense qu'il « convient mieux de combattre les autres penseurs politiques avec une colonne de journal plutôt qu'avec une colonne de grenadiers⁶² », c'est la *Concordia* qui intervient. Lorenzo Valerio, qui le premier avait porté intérêt à l'attitude autoritaire du gouverneur, publie la lettre de ce dernier ainsi que la réponse

60. FRANCIA Enrico, *op. cit.*, p. 73-91.

61. *Ibid.*, p. 84. Voir aussi : ORTA Daniela, *Le piazze d'Italia, 1846-1849*, Rome, Carocci, 2008, 399 p.

62. Biblioteca Universitaria di Genova, *Corriere mercantile*, 27 janvier 1848 : « S. E. il conte De Maistre sembra persuaso che anche ad uomo costituito in politica autorità meglio convenga combattere gli altrui pensieri politici con una colonna di giornale che non con una colonna di granatieri. »

rédigée par Auguste Carlone, toutes deux traduites en italien dans les éditions des 26 et 31 janvier 1848. Le publiciste insiste dans son commentaire, reproduit dans *L'Écho* du 3 février, sur la nécessité de mener la lutte contre ceux qui, comme Rodolphe de Maistre, incarnent la politique réactionnaire. Avec ces deux tremplins que sont les publications de la *Concordia* et du *Corriere Mercantile*, la polémique « continue son tour d'Italie » comme s'en félicitent Carlone et ses collaborateurs qui mettent en valeur les soutiens qu'ils ont reçus⁶³. Si *L'Écho* obtient une certaine reconnaissance dans le champ journalistique, c'est pour s'être attiré les faveurs d'institutions de presse bien plus dotées en « capital politique », cette « autorité spécifique dans le champ politique » hiérarchisée et cumulative qui définit la capacité à influencer le pouvoir au plus haut niveau (et qui dans le domaine de la presse dépend de la proximité géographique avec les autorités étatiques, des capitaux engagés dans un journal et de l'importance du public mobilisable)⁶⁴. Ainsi, on comprend l'importance pour une feuille plus régionale d'avoir réussi à attirer l'attention de l'un des plus importants journaux du royaume de Sardaigne, et même d'Italie, *Il Risorgimento*, publié à Turin par le comte de Cavour et Cesare Balbo. En témoigne l'empressement avec lequel sont reproduits, dans *L'Écho* du 3 février 1848, les commentaires critiques des publicistes turinois sur la lettre du comte de Maistre⁶⁵.

D'autres journaux ont formulé un soutien plus appuyé : « Dans le brillant accueil fait à la lettre de M. le comte de Maistre », peut-on lire dans le même numéro de février, « le *Messaggiere Torinese* n'a pas voulu demeurer en reste⁶⁶ ». Dans son journal, Angelo Brofferio (1802-1866), avocat piémontais réputé, prend la plume pour livrer un véritable plaidoyer journalistique en soutien à son « confrère de Nice » et réclamer publiquement le départ du gouverneur en détournant la formule conclusive dans laquelle celui-ci assurait s'en aller « sans adieu » pour réclamer : « Dieu fasse que ce soit au plus tôt !⁶⁷ ». Au-delà du royaume de Sardaigne, *L'Écho* reçoit le soutien d'un journal toscan, *La Riforma di Lucca*, dont le nom n'est pas sans rappeler *La Réforme* fondé en 1843 à Paris par Alexandre Ledru-Rollin. Dans le numéro du 6 février 1848, les rédacteurs de *L'Écho* traduisent et publient le long article, rédigé dans un ton ironique par le rédacteur en chef de ce journal, Eugène Giorgi (1817-1895), un jeune avocat de Lucques, qui attaque de Maistre et son « jésuitisme » : « Que peut donc avoir fait ce journal (*L'Écho*) ? Quels principes a-t-il proclamés pour le conduire à sa perdition ? Ô scandale ! Exemple criminel ! Il a combattu le jésuitisme dès ses premiers pas ! Voilà un péché capital⁶⁸ ». Giorgi a profité de réformes libérales dans le grand-duché de Toscane pour suivre la même trajectoire qu'Auguste Carlone à Nice.

63. *L'Écho des Alpes-Maritimes*, 3 février 1848.

64. BOURDIEU Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001, p. 244.

65. *L'Écho des Alpes-Maritimes*, 3 février 1848.

66. *Ibid.*

67. *Ibid.*

68. *Ibid.*, 6 février 1848.

À la différence des publicistes renommés comme Cavour, Brofferio ou Valerio, qui ont des positions importantes dans une capitale, Giorgi est un « notable-publiciste » d'une ville moyenne, Lucques, comparable à Nice. Si elle compte plus d'habitants (60 000 environ), elle est toutefois bien dans cette catégorie des centres urbains italiens de taille moyenne où s'affirment en 1847-1848 une presse de notables (Giorgi est avocat, Carlone banquier) ancrée dans un territoire, lue essentiellement par les notables de ce territoire ; une presse politique indépendante dont les rédacteurs en chef entretiennent des relations comme le prouve le prospectus imprimé (donc possiblement diffusé en nombre) adressé par le fondateur de *L'Écho* le 5 janvier 1848 à d'autres directeurs de journaux (sans que l'on puisse savoir lesquels précisément)⁶⁹. Ainsi se constitue une force journalistique dont la coordination repose autant sur la reprise d'articles publics que sur des liens entretenus de manière privée, une force hiérarchisée dans le champ politique et dont les grandes figures journalistiques, comme Cavour ou Valerio, ne doivent pas, dans l'analyse, éclipser le « notable-publiciste » régional comme Carlone ou Giorgi. Une force non uniformisée, qui a parfois de fortes divergences, mais qui peut aussi s'entendre dans l'opposition à un agent du pouvoir et avoir gain de cause puisque l'intense campagne journalistique, en plus de la manifestation niçoise du 6 février, a contraint, quelques jours plus tard, Charles-Albert à écarter le comte de Maistre au profit d'un homme plus libéral, le comte Hippolyte Gerbais de Sonnaz. Cette décision est *de facto* une reconnaissance officielle – contrainte – du pouvoir de la presse par l'autorité suprême du royaume de Sardaigne.

Le succès pour le journal niçois n'est pas seulement politique car dans le système capitaliste de la presse la capitalisation politique symbolique ne se pérennise qu'à travers une capitalisation économique. En effet, ce qui est en jeu pour l'institution de presse c'est la conquête et la fidélisation d'un nouveau lectorat qui au niveau politique est un public mobilisable et au niveau économique une clientèle qui consomme l'objet-journal. Une nécessité d'autant plus impérieuse pour *L'Écho* qui, à l'inverse des grands organes de presse, n'a pas un actionnariat nombreux et très fortuné. Les chiffres sont éloquentes : le quotidien turinois, *Il Risorgimento*, dispose d'un budget actionnarial de 100 000 francs (500 actions de 200 francs) alors qu'il n'est que de 3 100 francs pour *L'Écho* (31 actions de 100 francs) et les abonnements ne comptent même pas pour 50% du budget du premier alors qu'ils sont 80% de celui du second⁷⁰. Auguste Carlone, bien que dépourvu d'expérience journalistique avant 1848, a de suite compris ces enjeux. C'est pourquoi au début du mois de mars, alors que le gouverneur a déjà été démis de ses fonctions, il décide, en collaboration avec la société typographique Gilletta, de faire publier une brochure regroupant, comme l'indique son titre, les Réponses à la lettre adressée par M. le comte de Maistre au journal *L'Écho* des Alpes Maritimes. La production de cet ouvrage de quarante-cinq pages, vendu pour la somme assez modique de 50 centimes, permet de rappeler le rôle décisif – et totalement inédit – qu'a

69. Auguste Carlone en a conservé un exemplaire manuscrit et un imprimé. AD06, Fonds Carlone (7J 34).

70. Pour les chiffres d'*Il Risorgimento*, voir : Franco DELLA PERUTA, *op. cit.*, p. 69-70. Pour le budget de *L'Écho*, il a été reconstitué au cours de nos recherches à partir des archives journalistiques d'Auguste Carlone déjà évoquées (AD06, 7J 26).

joué la presse, de faire la promotion du seul journal politique niçois (capable de porter publiquement une contestation et d'influencer le pouvoir) et donc d'asseoir dans la durée la position politique de « notable-publiciste » de Carlone.

L'approche monographique a permis d'étudier l'action d'Auguste Carlone, banquier niçois qui, à partir de sa position notabiliaire, a mobilisé des ressources (un capital social, économique, culturel) pour fonder une institution de presse pérenne. Celle-ci devient une arme politique nouvelle capable de mettre en cause – par l'écrit et l'image – des agents du pouvoir, et notamment ceux qui, comme le comte de Maistre à Nice, représentent l'ordre traditionnel opposé à la modernité politique à laquelle aspirent les libéraux. À travers l'analyse d'une lutte entre une force politique libérale et un agent du pouvoir réactionnaire, l'une des oppositions qui structurent les vies politiques naissantes en Europe en 1848, l'article a tenté de mettre en lumière une figure politique de première importance au milieu du XIX^e siècle, le « notable-publiciste ». Par la double fonction, politique et gestionnaire, de publiciste-patron de presse, qu'il occupe à partir de 1848 et durant les années 1850, Carlone incarne bien cette figure ; il est un faiseur d'opinion capable de monopoliser ce qu'il présente comme l'« opinion publique » (d'une ville ou d'une province) pour mener cette « lutte symbolique pour imposer une certaine vision du monde » dans laquelle les mieux armés sont ceux qui, comme lui, disposent des moyens matériels d'accès à la parole publique⁷¹. Cette figure apparaît comme un type particulier de notables, indissociable d'un environnement politique garantissant une certaine liberté de la presse, ancré dans son territoire dans lequel il contribue à la naissance et l'évolution de la vie politique, par les idées et les informations qu'il publie, par les mobilisations qu'il est en capacité de susciter. Il a aussi un rôle de décloisonnement de son territoire, le faisant exister politiquement à l'extérieur par des relations à distance avec d'autres « notables-publicistes », ce qui laisse entrevoir les jeux d'échelles inhérents à toute vie politique de type moderne dont le « printemps des peuples » européen est un observatoire fécond.

71. CHAMPAGNE Patrick, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 2015, p. 17 et 23 (1^{ère} éd., 1990).

